

[Text]

The Chairman: I do not know, Mr. Alexander. There is a bit of an argument developing here between two members.

Mr. Francis: It sounds like question period.

The Chairman: Mr. Alexander.

Mr. Alexander: Just let me ask a couple of questions now. What about the problems of the provinces? I understand they are acquiring cheap money, which has certainly exacerbated the problems of the Canada Pension Plan. Is this your responsibility? Can you answer that or do I have to go to Finance, and what are we going to do about it?

The Chairman: Can you handle that, Mr. Riese?

Mr. Riese: I think it is under the Department of Finance.

The Chairman: We will go to Mr. McLarty.

Mr. R. A. McLarty (Senior Economist, Social Development and Manpower Policy Division, Department of Finance): I am sorry, I am not quite clear.

Mr. Alexander: I understand the provinces are acquiring cheap money and this is exacerbating the problems we face with the Canada Pension Plan. Are you aware of this or am I wrong? If I am close to being on target, what plans have we to overcome this very serious matter?

Mr. McLarty: The provinces are acquiring money; I think they would question your term "cheap". In the early months of 1978 the rate has been about 9.35 per cent. This is very slightly under the rate at which Ontario would be borrowing; probably about one quarter of 1 per cent. However, the securities in question are tailored to the particular needs of the Canada Pension Plan.

Mr. Alexander: Are you satisfied with that interest rate, sir?

Mr. McLarty: It is keyed to the rate at which the federal government borrows in the market, so obviously if it is related to our market rate I think that is as satisfactory a judgment as we can make.

Mr. Alexander: I understand from Mr. Riese that there is no contemplation of increased contribution rates.

Mr. McLarty: No, I think that is a misunderstanding, sir.

Mr. Alexander: Would you clear me up on that, sir?

Mr. McLarty: Yes, I will try. As an economist I rarely come to the defence of actuaries, but I think perhaps this is a question on both Mr. Francis' and Mr. Alexander's points.

[Translation]

Le président: Je ne sais pas, monsieur Alexander. J'ai bien l'impression que vous êtes en train de discuter entre vous.

M. Francis: On dirait la période des questions.

Le président: Monsieur Alexander.

M. Alexander: Maintenant, je vais vous poser une question: qu'en est-il du problème des provinces? On me dit que c'est pour elles un bon moyen d'acquérir de l'argent à bon compte, et que cela n'a fait qu'aggraver les problèmes du Régime de pensions du Canada. Est-ce que cela relève de vous? Pouvez-vous me répondre ou bien dois-je m'adresser à un représentant du ministère des Finances? D'autre part, que faisons-nous à ce sujet?

Le président: Vous pouvez répondre, monsieur Riese?

M. Riese: Je pense que cela relève du Ministère des finances.

Le président: Je donne la parole à M. McLarty.

M. R. A. McLarty (économiste principal à la Division de promotion sociale et de main-d'œuvre, Ministère des Finances): Excusez-moi, je n'ai pas bien suivi.

M. Alexander: On me dit que pour les provinces, c'est un bon moyen d'acquérir de l'argent à bon compte, et que cela ne fait qu'aggraver les problèmes posés par le Régime de pensions du Canada. Est-ce que vous êtes au courant, ou bien est-ce que je me trompe? Si je ne suis pas loin du vrai, qu'avons-nous prévu pour résoudre cette grave difficulté?

M. McLarty: Les provinces acquièrent effectivement leur argent, mais on peut contester votre expression: «à bon compte». Pendant les premiers mois de 1978, le taux a été d'environ 9.35 p. 100. C'est très légèrement inférieur au taux auquel l'Ontario emprunterait; probablement 0.25 p. 100 de moins. Pourtant, les obligations en question ont été conçues pour tenir compte des exigences particulières du Régime de pensions du Canada.

M. Alexander: Est-ce que vous êtes satisfait de ce taux d'intérêt, monsieur?

M. McLarty: C'est comparable au taux auquel le gouvernement fédéral emprunte sur le marché, c'est donc lié au taux de notre marché et, pour autant que nous puissions en juger, c'est satisfaisant.

M. Alexander: D'après ce que nous dit M. Riese, on n'envisage pas d'augmenter les taux de contribution.

M. McLarty: Non, je crois qu'il y a malentendu.

M. Alexander: Pouvez-vous m'éclairer?

M. McLarty: Oui, je vais essayer. En ma qualité d'économiste, je prends rarement la défense des actuaires, mais je vais tout de même revenir sur ce qu'ont dit M. Francis et M. Alexander.

Le point le plus important des prévisions concerne la différence entre les gains et les coûts, qui a été remarquablement stable, ces dernières années, à environ 2.5 p. 100, ce qui est le chiffre utilisé dans le troisième rapport. Ceci signifie qu'il n'y a eu que quelques années de différence dans ce que nous appelle-